

L'ENVOL DES CIGOGNES

La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr N°32 - Novembre 2021

En Afrique de l'Ouest,
des enjeux alimentaires en pleine mutation



SOMMAIRE

3 L'EDITORIAL

5 LA VIE ASSOCIATIVE

8 AGRICULTURE ET ALIMENTATION
EN AFRIQUE DE L'OUEST :
REUSSITES ET DEFIS

13 INFLUENCE DES POLITIQUES
PUBLIQUES SUR LES PRATIQUES
ALIMENTAIRES

19 LES ENJEUX ALIMENTAIRES FACE
AUX DEFIS DEMOGRAPHIQUES,
URBAINS, MIGRATOIRES ET
SECURITAIRES

25 LE "DOUBLE FARDEAU
NUTRITIONNEL"

29 COMMENT LE GRDR ABORDE LES
SYSTEMES ALIMENTAIRES ?



Par Jean-Marc Pradelle, Président du Grdr

L'ADN du Grdr est l'interdépendance dans la solidarité, le sud dans le nord et le nord dans le sud, à la suite de la rencontre initiale entre travailleurs immigrés et ingénieurs agronomes de retour d'Afrique. Sa « matrice », élaborée en 2015, repose sur deux piliers, la « mobilité » et la « gouvernance citoyenne des territoires », deux notions au cœur des transformations actuelles dans les pays qui constituent le double-espace du Grdr, pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord et France au sein de l'Europe.

En Afrique, les questions d'organisation de la société et des pouvoirs politiques se posent partout de façon de plus en plus aigüe, de façon très visible en Algérie, Guinée, Mali et Tunisie. En France (et plus largement en Europe), la question de l'immigration occupe une place croissante dans le débat public. C'est un sujet sensible aux plans socio-économiques comme au plan culturel et sécuritaire, aisément manipulable au plan politique.

L'action du Grdr se situe dans ce contexte et porte sur trois dimensions : migration, citoyenneté, développement. Ancrée au sein des diasporas, son action est à potentiel élevé : elle vise à aider les acteurs locaux et les responsables nationaux, et leurs partenaires extérieurs, à mieux comprendre les situations locales et à découvrir des solutions testées grâce au Grdr.

Ce numéro de l'Envol des Cigognes éclaire cette ambition sur la question alimentaire. En 1985, l'incapacité des pays sahéliens à s'alimenter était vue comme le problème n°1. On n'anticipait guère à l'époque la transformation progressive du peuplement (une population de plus en plus nombreuse, mobile, urbaine) induisant une transformation de la production agricole et des marchés. L'article de Francis Monthé montre que ce défi a été relevé, avec une population beaucoup plus import-

-ante, en grande partie grâce aux ressources locales, par la transformation progressive des systèmes productifs et des marchés, accompagnées par des appuis extérieurs. Le Sahel a fait du chemin, même si de nombreux défis persistent : malnutrition (voir l'article d'Elisabeth Muller), question foncière, transhumance, pluviométrie, etc.

Le Grdr y a pris sa part. Si l'alimentation et l'agriculture sont depuis l'origine au cœur de son action, une approche par les systèmes alimentaires s'est faite jour. Ce numéro de l'Envol y est consacré. Le Grdr a ainsi réalisé deux études du système alimentaire (Dakar et Rufisque) et en prépare deux autres (Kayes et Ziguinchor). L'approche est désormais intégrée dans plusieurs programmes structurants du Grdr en Afrique de l'Ouest (projet SADMAD-AMOPAR avec les cantines scolaires au Sénégal, TAPSA au Mali-Sénégal-Mauritanie, Gestion concertée des territoires du littoral sur notre pôle littoral, et MAVIL, qui a débuté en 2021 dans le bassin du fleuve Sénégal, et qui vise à accompagner la transition urbaine de sept villes de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, en réponse aux défis démographiques, sociaux et climatiques).

Bonne lecture !

LA VIE ASSOCIATIVE

Trois nouveaux administrateurs ont été élus à l'assemblée générale du 26 juin 2021 : Malick Khadra, Khady Ndiaye et Jean-Marc Pradelle qui a été ensuite élu président du Grdr le 29 juin.

Voici leur profession de foi.



JEAN-MARC PRADELLE

“

J'ai eu dans le passé des responsabilités dans d'autres associations, mais le Grdr n'est pas pour moi une ONG comme les autres. C'est la première dans laquelle j'ai travaillé en 1978, à Ecoubly, comme formateur en mécanique. Je l'ai retrouvée en 2002/2005 en Mauritan-

-ie alors que je travaillais à l'ambassade de France, et ne l'ai plus perdue de vue depuis, sans pouvoir me présenter à son CA car j'étais salarié de l'AFD. Prendre des responsabilités au Grdr fait partie de mes projets depuis plusieurs années, au fil d'échanges avec ses Présidents et ses Directeurs. Je vois dans cet engagement une occasion unique de contribuer à la solidarité entre les peuples, dans une époque où cette solidarité est mise en danger, et à titre personnel une manière d'approfondir dans la durée des relations avec les membres d'une association engagés dans ce but, notamment avec des Sahéliennes et des Sahéliens. Je n'ai pas de « projet » préconçu pour le Grdr qui est déjà bien équipé au plan conceptuel et stratégique. J'ai une perception positive de l'association. Son caractère original au service du «double espace ». Son fonctionnement sans heurts depuis pas mal d'années. Son dynamisme (le Grdr a pas mal évolué au cours des 10 ou 15 dernières années). Ses équipes. Et sa gouvernance. J'ai le goût du collectif. Découvrir les autres, faciliter la compréhension mutuelle, réunir, font partie de mon ADN de base. Je compte le mettre au service de l'association, et en particulier du CA, en encourageant chacune à s'engager et à prendre sa part de responsabilité. Dans cet engagement, je veillerai à trouver un équilibre avec d'autres engagements personnels, notamment familiaux. La situation du Grdr est bonne, son CA, son bureau, ses équipes sont mobilisés. Si je suis élu au CA puis à la présidence, cela me permettra de prendre mes marques au sein d'une équipe qui tourne, et avec aussi l'appui de Francis qui restera au CA. Mon action s'inscrira dans la continuité. Faire aussi bien avant d'envisager de faire mieux.

”

MALICK KHADRA



“

En tant qu'observateur, j'ai eu la chance et l'honneur d'être régulièrement associé à des temps forts de la vie associative et de l'action du Grdr, autant en France qu'en Guinée. Cette position m'a permis de conforter ma conviction sur la pertinence du projet associatif du Grdr et consolider mon intérêt d'intégrer son conseil d'administration. L'objectif de contribuer à la construct-

-ion d'un monde plus juste et solidaire du Grdr recoupe parfaitement mon ambition de concourir à la réduction des vulnérabilités et des inégalités au sein des territoires. Ma motivation à intégrer le CA du Grdr repose sur le double objectif de partager mes expériences d'une dizaine d'années de vie associative au sein de la diaspora guinéenne en France et de contribuer à l'animation de processus territoriaux favorables aux dialogues multi-acteurs.

”

KHADY NDIAYE



“

Je vous remercie d'abord de m'avoir permis d'être à côté de vous durant une année en tant qu'observatrice au CA. Cela m'a permis de mieux connaître le fonctionnement du CA, mais surtout d'apprendre à vos côtés. C'est pour mieux valoriser tous ces acquis que

j'ai proposé ma candidature au conseil d'administration lors de l'assemblée générale du 26 juin 2021 après en avoir informé le Président du COS de Kayes et discuté avec lui (ainsi qu'avec le président du Grdr, l'administrateur du Grdr à Kayes, mon parrain, et le coordinateur du Grdr Kayes). Adhérente du Grdr, membre du COS de Kayes et référente genre et NTIC du même COS, j'ai participé à beaucoup d'activités du Grdr à Kayes, notamment dans le cadre du projet inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale via le TIC. Mon objectif est de contribuer à la bonne marche de notre association qui œuvre pour la constitution d'un monde plus juste et plus solidaire avec une bonne implication des femmes afin de réduire les inégalités au sein de nos territoires. Cela est en phase avec mes combats de tous les jours. Mes motivations reposent sur le partage d'expérience, l'ancrage local de l'association avec la participation des forces vives locales de la région de Kayes afin que des acteurs/trices comme moi puissent être bien outillés et réussir ensemble nos actions au bénéfice des populations locales.

”

L'INTER-CELLULE D'AUNOU-SUR-ORNE

Entre confinements, télétravail, fermeture des frontières et limitation des déplacements, la pandémie a fortement limité les échanges en présentiel des équipes du Grdr. Le séminaire qui s'est déroulé à Aunou-sur-Orne du 27 septembre au 1er octobre a été une véritable opportunité de se retrouver et d'échanger entre salariés, administrateurs et adhérents. Pendant 5 jours, les participants ont pu réfléchir ensemble sur le projet associatif du Grdr (charte, matrice, etc), son modèle économique mais aussi sur les relations fonctionnelles de travail afin d'optimiser l'efficacité de nos actions.



AGRICULTURE ET ALIMENTATION EN AFRIQUE DE L'OUEST : RÉUSSITES ET DÉFIS

Par Francis Monthé, membre du Conseil d'Administration

L'Afrique mange désormais pratiquement à sa faim, hormis dans les catégories les plus pauvres. Le contexte dans lequel l'agriculture et l'alimentation ont évolué en Afrique de l'Ouest depuis plusieurs décennies s'est profondément transformé, ne serait-ce qu'avec la diversification des pratiques alimentaires et la diffusion de l'agriculture commerciale bien au-delà des seules zones périurbaines. C'est désormais l'aval de la filière agroalimentaire qui s'avère déterminante dans l'organisation de la production. Les fondamentaux ont changé.

Le secteur agroalimentaire a connu des transformations considérables au cours du demi-siècle écoulé.



La demande alimentaire augmente (voir présentation du rapport du Club du Sahel dans ce présent numéro), non seulement parce que la demande en milieu urbain s'accroît au rythme d'une urbanisation soutenue, mais aussi du fait de la croissance de la population rurale. « L'exode rural » ne vide pas les campagnes car la fécondité et la natalité y restent très élevés. Même si dans

l'opinion publique française l'Afrique reste encore trop souvent associée à l'image d'enfants sans force au ventre ballonné et au regard absent dans les bras d'une mère trop amaigrie et trop affaiblie pour pouvoir l'allaiter, on ne meurt plus de faim en Afrique, exception faite des zones de guerre et de conflit. Mais dans ce cas, c'est la guerre qui en est responsable. La famine a été éradiquée !!! Le progrès s'est diffusé dans les campagnes, d'abord dans les zones périurbaines et puis de proche en proche, grâce aux progrès de l'accès à l'éducation, grâce à la mobilité des hommes soutenue par l'élévation du niveau de vie permettant l'acquisition de motos ou l'utilisation d'autres moyens de transport, grâce à la généralisation de la téléphonie mobile et de l'internet qui permet la diffusion et la circulation de l'infor-

-mation en multipliant les opportunités de développement, notamment les échanges commerciaux. La mobilité s'est avérée être un facteur de progrès décisif, qu'il s'agisse de mobilité villes-campagnes, de mobilités transfrontalières, ou d'apports des migrants, aussi bien en termes de partage d'expériences que d'évolution des pratiques alimentaires et d'apport de capitaux utilisés à l'investissement. Il faut se débarrasser des vieux clichés éculés et des idées reçues, regarder l'Afrique telle qu'elle est devenue, telle qu'elle est aujourd'hui. L'Afrique de l'Ouest a changé !

Il convient cependant de nuancer le tableau : la malnutrition existe toujours de même que la sous-alimentation. Hors impact de la COVID-19, elle serait même en augmentation selon le rapport de l'ONU du 13 juillet 2020* et concernerait 19% de la population africaine

Les pratiques alimentaires se sont par ailleurs considérablement diversifiées

Elles évoluent rapidement et leur dynamisme est manifeste. Les choix politiques ont eu une influence certaine, notamment la politique douanière qui influe fortement sur les importations.



Les régimes alimentaires reposent toujours sur une base céréalière, qu'il s'agisse du riz ou du blé, en bonne partie importés, mais ils sont désormais plus diversifiés, associant produits maraîchers, ressources halieutiques, produits de l'élevage (qu'il s'agisse de laitages ou de viande fournis par l'élevage ovin ou l'aviculture, mais aussi de fruits, notamment les agrumes, d'huile de palme rouge, de noix de cajou. Les pratiques agricoles continuent à évoluer, parfois dans le bon sens, avec une intensification respectueuse de l'environnement grâce à l'agro-écologie ou l'agro-foresterie, mais aussi grâce à l'association de l'élevage et de la culture, y compris avec des formes d'agriculture urbaine ou périurbaine innovantes, parfois aussi, de manière plus contestable et peu souhaitable, avec de l'engraissement forcé du bétail et l'usage incontrôlé d'antibiotiques et autres intrants.

*<https://www.who.int/fr/news/item/13-07-2020-as-more-go-hungry-and-malnutrition-persists-achieving-zero-hunger-by-2030-in-doubt-un-report-warns>

L'agriculture d'autoconsommation a cédé la place à une agriculture commerciale où les marchés ont une importance capitale.



L'agriculture vivrière d'autoconsommation a pratiquement disparu, elle est désormais marginale. L'agriculture commerciale s'est imposée en Afrique de l'Ouest, tout en restant de structure familiale. Elle a su se repositionner, se transformer, se moderniser, s'ouvrir à la commercialisation de ses produits et donc à l'économie monétaire. Il a dès lors été possible d'investir, d'améliorer l'outillage, de diversifier ses achats de biens de consommation et de financer l'éducation des enfants, y compris celle des filles. C'est là un cercle vertueux de développement.

Les marchés ont une importance toute particulière. Tous les territoires importent et exportent des denrées alimentaires (produits de l'élevage, huile de palme, agrumes, etc.). Localement, on constate des dynamiques d'intensification de la production aussi étonnantes que spectaculaires, comme par exemple l'élevage du mouton en Mauritanie en vue de leur exportation pour la célébration de la tabaski au Sénégal et au Maroc. Les marchés concentrent les flux de distribution et de redistribution de manière multi scalaire, de l'échelle locale à l'échelle sous régionale, en passant par les différents niveaux de la hiérarchie urbaine, tissant un réseau relationnel de flux d'hommes, de produits et d'activités qui structure l'espace ouest africain.

Le tableau d'ensemble est largement positif même s'il ne faut pas négliger les difficultés et les défis, les écueils, voire les problèmes (cf. encart).

Ces enjeux sont à prendre comme autant de pistes de travail, d'opportunités, de sources de progrès. Bien sûr, des difficultés et des épreuves ne manqueront pas de se présenter, mais la résilience prouvée et éprouvée des systèmes agroalimentaires africains et leur capacité d'innovation devraient leur permettre de les surmonter. Au vu des dynamiques et des initiatives en cours, d'autres transformations, d'autres réussites et d'autres progrès sont à venir. A suivre !



DIFFICULTÉS, ECUEILS ET DÉFIS DU SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- La question des inégalités en matière d'accès au foncier reste un problème majeur ;
- La vieille opposition entre pasteurs nomades et agriculteurs sédentaires est toujours d'actualité et parfois conflictuelle ;
- Les incertitudes qui pèsent sur la durée de l'actuel cycle humide à pluviométrie soutenue et de reverdissement ici et là dans les régions sahélo-soudaniennes et du fait du dérèglement climatique.
- Le double fardeau nutritionnel qui juxtapose des problèmes subsistants de sous-alimentation et d'autres de suralimentation et de médiocre qualité (voir article spécifique de ce présent numéro).
- L'enjeu de structuration des marchés pour gagner en fluidité, en efficacité et en transparence ;
- La transformation et la conservation des produits, qui éviterait bien des gaspillages, est encore insuffisante et l'essor de la restauration pourrait contribuer à la croissance de l'activité donc de l'emploi, notamment celui des jeunes.
- Et bien sûr le défi démographique qui reste entier pour alimenter convenablement à l'avenir une population à forte fécondité et croissance élevée dont la transition démographique est loin d'entrer dans sa phase terminale.

INFLUENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR LES PRATIQUES ALIMENTAIRES

Par Bernadette Thomas, membre du Conseil d'Administration

L'accroissement de la production agricole à lui seul n'offre pas la garantie d'un accès à l'alimentation pour tous et de la réduction de la malnutrition. Une approche plus systémique de la sécurité alimentaire, moins orientée par des instruments de politique agricole que de protection sociale, permettrait de s'inscrire dans une perspective de durabilité d'une alimentation de qualité dans le respect de l'hétérogénéité des cultures y/c des goûts des consommateurs.

Les pratiques alimentaires, question de culture et d'économie

Le développement de l'urbanisation s'est accompagné de l'adoption de nouvelles pratiques alimentaires : la consommation de produits transformés, une alimentation plus diversifiée mais aussi la manière de s'alimenter (restauration en dehors du foyer) et de s'approvisionner (moins d'auto-production). La dépendance à l'aide alimentaire a contribué à modifier l'alimentation en faisant du riz une céréale incontournable. Les modes de vie urbains et les évolutions culturelles ont rendu les ménages dépendants des marchés pour leur nourriture à plus de 90% dans les villes et plus de 50% en zones rurales*.

L'alimentation est liée au mode de vie et à l'identité comme en témoignent les différences entre les pays en termes d'habitudes alimentaires des consommateurs. En Mauritanie, la pêche artisanale est un secteur d'activité important mais la consommation de poissons en ville est faible, la majeure partie de la production étant exportée. D'autres caractéristiques (praticité et aspects nutritionnels) que les prix ou l'accessibilité influent sur les décisions des consommateurs qui prêtent davantage d'attention à la qualité de l'alimentation et à sa diversification quand leurs revenus augmentent.

En zone rurale, même si majoritairement les familles tendent à

*Secrétariat CSAO/OCDE, Transformation des systèmes alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Implications pour les populations et les politiques, Maps & Facts n°4 avril 2021

sortir de l'autosubsistance, l'autoconsommation des ménages agricoles reste importante. En l'absence de politiques publiques appropriées, la faiblesse des revenus et les difficultés d'accès au marché expliquent en partie cette situation.

Pour répondre à l'accroissement du nombre de consommateurs non producteurs et à la mutation qualitative de la demande et pour lutter contre la variabilité des cours mondiaux, les Etats fixent les prix et baissent les droits de douane sur les importations afin de rendre les denrées de base accessibles aux consommateurs. Afin d'accroître la production, ils misent également sur des investissements de productivité qui permettent de maintenir les prix à un niveau accessible pour le consommateur, mais peu incitatifs et pénalisants pour les petits producteurs.

Développer les complémentarités régionales, un enjeu majeur pour la transformation du système alimentaire



Pays membres de la CEDEAO

Chaque pays est confronté à des problématiques différentes. La part de l'agriculture dans le PIB, la dépendance à l'aide alimentaire et le degré de vulnérabilité par exemple, varient d'un pays à l'autre. Au niveau régional, les 2/3 des besoins alimentaires sont assurés par les marchés et les exportations se font principalement vers les pays de la CEDEAO.

La création d'un marché des produits vivriers renforce les complémentarités

territoriales et constitue un atout pour le développement de l'agriculture car la spécialisation permet aux pays de bénéficier d'avantages comparatifs. Le Sénégal met l'accent sur une stratégie multisectorielle ciblée sur des filières (riz, oignons, arachides, légumes de contre-saison) et le développement d'une agriculture commerciale tournée vers l'exportation dont l'efficacité tient à un recours massif aux intrants artificiels, à la mécanisation et aux innovations technologiques. La Mauritanie fait le choix de lutter contre la pauvreté en renforçant le rôle stratégique du secteur agro-pastoral et de l'élevage et en misant sur l'emploi rural et la préservation des ressources naturelles. Dans les faits, elle compte sur les exportations (bétail, produits halieutiques) et dépend encore des importations de céréales à bon marché. Le Mali se désengage du coton

en baissant le prix garanti et en supprimant la subvention aux engrais ; il mise sur l'exportation de céréales, et vise à terme l'autosuffisance, par la promotion d'entreprises individuelles ciblées sur quelques secteurs agro-alimentaires. Il développe une agriculture productive et compétitive (maïs, sorgho, blé, mil) grâce à des subventions aux intrants, compensée par un système d'aide sociale aux plus démunis.

	CEDEAO	Mauritanie	Sénégal	Mali	Guinée
APD Nette (% PIB, 2016)	nd	nd	7,2 %	8,8 %	6,0 %
Agriculture dans PIB (%)	nd	21,0 %	13,0 %	36,0 %	20,0 %
Population active dans le secteur agricole (%)	nd	50,0 %	54,0 %	80,0 %	55,0 %
Budget consacré au dépt rural / budget global	15 %	6,0 %	9,5 %	11,0 %	5,0 %
Part APD dans financement du développement rural	70 %	50,0 %	46,7 %	65,0 %	40,0 %

Poids de l'Aide Publique au Développement dans le PIB et le secteur rural (Sce :synthèse Grdr, 2020)

Derrière les situations contrastées et les choix politiques pour assurer la sécurité alimentaire se joue le choix d'un modèle agricole qui peut ne pas être le même pour tous.

La reconquête de la souveraineté alimentaire, une priorité affichée



Par le passé, les politiques d'ajustement structurel ont affaibli les Etats pour laisser place aux investissements privés. Voulant favoriser la création d'un marché régional unique, les Etats de la CEDEAO ont été soutenus d'une certaine manière par les bailleurs. Ceux-ci, et notamment l'UE à travers les accords de partenariats économiques avec les pays de la zone ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ont poussé avec l'OMC (Organisation Mondiale de Commerce) à la liberté des échanges et l'intégration des marchés, ce qui a eu pour effets l'accroissement des importations et la paupérisation du monde rural. L'aide publique au développement qui a orienté les investissements vers les grandes infrastructures a rendu les Etats dépendants sans empêcher la survenue de crises comme en 2008. Conscients que la sécurité alimentaire passe par la lutte contre la pauvreté et la souveraineté, les Etats se sont engagés, par la déclaration de Maputo en 2003, à consacrer 10% du budget national au développement agricole et rural. Cette relance du processus d'intégration s'est concrétisée en 2005 par la reprise en main de la politique agricole commune à l'ensemble des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAP) et une avancée vers l'union douanière avec l'établissement d'un tarif extérieur commun pour la taxation des denrées hors-communauté. Mais cette intégration est loin d'être effective.

L'insuffisance des politiques d'accompagnement du développement agricole



Malgré des tentatives de coordination et des efforts d'organisation à l'échelle de la sous-région, pauvreté et barrières commerciales sont encore aujourd'hui les principaux facteurs d'insécurité alimentaire. Ainsi, au Mali, la production laitière souffre du manque d'organisation et d'équipement pour la collecte et le traitement du lait. L'accès au crédit et aux financements constitue un frein au développement des activités de transformation et de commercialisation. Les Etats qui misent sur une agriculture performante et les autres chaînes de valeur alimentaires potentiellement créatrices d'emplois, se heurtent au manque de fluidité des marchés. La levée des barrières non

tarifaires, principale entrave à la libre circulation des marchandises, appelle à des investissements publics pour améliorer les infrastructures de transport, les réglementations (normes et standards), la qualité des produits et services ou encore l'organisation des marchés.

Le Sénégal a créé une agence de régulation des marchés qui, sur la base d'une concertation entre organisations de producteurs et commerçants importateurs, s'est dotée d'un mécanisme visant à limiter les importations au moment de la mise sur le marché des produits nationaux. Ailleurs, le soutien aux productions

locales, qui permettrait de diversifier l'alimentation, et le soutien aux petites exploitations familiales, qui permettrait d'élever le niveau de vie et de sortir de l'autosubsistance tout en restant dans l'agriculture, sont souvent défaillants.



A ZIGUINCHOR, CHANGER LES HABITUDES DE CONSOMMATION POUR UTILISER DAVANTAGE DE PRODUITS LOCAUX

Un « comité de pilotage multi-acteurs du système alimentaire territorial » a été créé en 2020 par arrêté municipal. Accompagné du Grdr, il a discuté le bilan des études et actions passées et orienté de nouveaux travaux en vue d'affiner la connaissance de l'offre alimentaire de la commune en termes de diversité, accessibilité et origines et celle des habitudes de consommation de ses habitants en tenant compte de leur diversité (socio-économiques, genre, origine géographique, âge) : 2065 points de vente et de consommation des aliments ont été recensés, 634 ménages enquêtés et 50 entretiens qualitatifs menés.

PRESENTATION DU RAPPORT

LES ENJEUX ALIMENTAIRES FACE AUX DÉFIS DÉMOGRAPHIQUES, URBAINS, MIGRATOIRES ET SÉCURITAIRES*

Par Jacques Ould Aoudia, membre du Conseil d'Administration



Ce rapport replace les enjeux alimentaires dans l'ensemble des problématiques qui touchent le Sahel et l'Afrique de l'Ouest (AO). Il nous fait prendre de la hauteur sur les plans géographiques, historiques et thématiques. Son message principal : « Les défis démographiques, migratoires et sécuritaires ne doivent pas masquer les enjeux alimentaires. Ceux-ci font partie des réponses à ces défis. »

L'ensemble des activités qui concourent à l'alimentation humaine constitue le cœur de l'économie et des sociétés ouest-africaines. Créer des emplois passe principalement par ce secteur. Les enjeux alimentaires doivent donc demeurer au centre de la réflexion, des politiques et de l'action.

1. L'enjeu démographique

*Secrétariat CSAO/OCDE, Transformation des systèmes alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Implications pour les populations et les politiques, Maps & Facts n°4 avril 2021

L'agriculture ouest africaine a relevé le défi démographique

Après 2 décennies de stagnation, l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest s'est réveillée au milieu des années 80. En 30 ans, la production agricole a augmenté plus rapidement que la population. Globalement, la dépendance alimentaire vis-à-vis du reste du monde n'a pas augmenté.

Ces performances sont à mettre au crédit des paysans et des commerçants, transporteurs et transformateurs ouest-africains. En 1950, 9 ménages sur 10 étaient des agriculteurs. Ils ne sont plus que 5 en 2010. Une proportion décroissante de la population a nourri l'autre partie de la population en forte augmentation. Ceci n'a pu se faire que par une amélioration de la productivité du travail agricole qui, après avoir longtemps décliné, augmente au taux de 2.6% par an depuis 1980. Les rendements ont eux aussi augmenté, mais moins fortement car un producteur préfère accroître sa production par une augmentation de la surface cultivée, selon le rapport.



La proportion des personnes sous-alimentées baisse



L'Afrique de l'Ouest est la championne du continent en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ses progrès ont permis de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim. Cependant, il reste 11% de la population – autour de 35 millions de personnes – qui souffrent encore de sous-alimentation ou de malnutrition chroniques.

La transition démographique est amorcée. Elle nécessite un renforcement du soutien politique

Depuis les années 60, la mortalité baisse du fait de la vaccination et de l'amélioration de l'accès aux soins. Mais le soutien politique est encore insuffisant et les contraintes socioculturelles restent fortes.

La transition démographique et la lutte contre la malnutrition reposent en grande partie sur la condition des jeunes filles et des femmes (scolarisation des filles et réduction du nombre de mariages précoces).

2. Une urbanisation irréversible



L'Afrique est le continent le moins urbanisé du monde, mais une transition urbaine irréversible est en cours. La population rurale continue de croître mais sera bientôt minoritaire. Au-delà des grandes métropoles, un réseau dense de petites et moyennes agglomérations se développe, rapprochant les populations urbaines et rurales.

La ville, moteur de l'économie alimentaire

La croissance des villes concentre la population rurale dans les zones périphériques. Le vecteur de cette intégration est le commerce. Le secteur informel urbain vit en grande partie du transport, de la transformation ou du commerce de produits alimentaires. Se développe une économie alimentaire (36% du PIB en 2010 pour tous les pays de l'AO) qui forme le premier gisement d'emplois.

La ville "accélérateur" de la transition démographique

La ville est un puissant vecteur de baisse de la fécondité : elle favorise l'éducation des jeunes filles, l'accès aux services de santé, l'offre d'emplois pour les femmes, la diffusion des idées et l'évolution des comportements.

La sécurité alimentaire et les villes

Cependant, l'insécurité alimentaire urbaine devrait augmenter du simple fait de la croissance de la population des villes.

3. Migrations



Moins d'un tiers des migrants ouest-africains quittent le continent africain

En 2015, les Nations Unies estiment le nombre de migrants ouest-africains dans le monde à 8.7 millions. 66 % d'entre eux sont installés en Afrique de l'Ouest, 20 % en Europe, 8 % en Amérique du Nord. On observe une lente érosion de la part de l'Afrique au profit de l'Amérique du Nord et de l'Europe.

Les Ouest-Africains figurent parmi les populations les plus mobiles du monde.

La mobilité intrarégionale est presque 7 fois supérieure au volume des migrations vers le reste du monde. Le protocole de la CEDEAO de 1979 sur la libre circulation des personnes favorise cette mobilité intrarégionale, malgré des obstacles d'application.

Trois espaces migratoires sous régionaux

La Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Sénégal animent les 3 principaux pôles migratoires de la région. Ces migrations tissent de puissants réseaux sociaux et commerciaux qui contribuent à l'intégration régionale du marché agro-alimentaire.

Aux confins des défis alimentaires et sécuritaires

Le Niger, le Tchad et le Mali cumulent les plus forts taux de croissance démographique, de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Les menaces sécuritaires aggravent encore ces fragilités structurelles. Un demi-million de réfugiés sont présents au Niger et au Tchad.

La prévention et la gestion des crises alimentaires

La prévention des crises alimentaires et nutritionnelles, coordonnée au niveau régional, doit demeurer une priorité de l'action publique. L'AO dispose du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) réunit sous l'égide de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, avec l'appui du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

La croissance et l'emploi

Comment développer une économie plus inclusive et moins volatile que celle reposant sur les exportations de pétrole, de gaz, de minerais ou de matières premières agricoles ?

La réponse est que l'agriculture – assimilée à la totalité du monde rural – est le secteur prioritaire. L'économie alimentaire est beaucoup plus grande que la seule économie agricole et dispose de potentiels de croissance et d'emplois plus importants. Peu volatile puisqu'elle est centrée sur le marché intérieur, en forte croissance, elle devrait être la clé de voûte des politiques économiques.



A KAYES, UNE DIVERSIFICATION DE L'OFFRE ALIMENTAIRE AUX CONSÉQUENCES NUANCÉES

Les habitants de Kayes sont-ils de plus en plus attirés par les produits industriels ? C'est ce qu'on entend couramment. Qu'en est-il en réalité ?

Une enquête auprès de 850 ménages montre qu'en effet certains produits industriels sont de plus en plus consommés, mais aussi que les produits frais occupent une place toujours importante.

A l'échelle de la ville, c'est plutôt la diversification de l'offre qui paraît significative.

Une bonne nouvelle ?

Pas pour tout le monde. La fracture est nette entre les ménages accédant à l'ensemble des produits disponibles et ceux se rabattant sur les produits moins chers (industriels ou pas).



LE "DOUBLE FARDEAU NUTRITIONNEL"

Par Elisabeth Muller, membre du Conseil d'Administration

A la sous nutrition connue depuis de nombreuses années s'ajoute aujourd'hui la surnutrition qui appelle des actions préventives



Deux formes de malnutrition

Le monde connaît aujourd'hui deux formes de malnutrition qui semblent en apparence contradictoires : la sous nutrition (et ses carences en micronutriments) et la surnutrition (l'obésité et ses conséquences sur la santé). Les ONG et les organisations internationales se focalisent essentiellement sur la sous nutrition alors que la malnutrition est beaucoup plus complexe. Certes, il ne faut pas négliger les problèmes de sous nutrition, mais Il faut prendre en compte la surnutrition et les maladies associées (diabète, obésité...). C'est ce que l'on appelle « le double fardeau nutritionnel ».

Le taux de sous nutrition aigüe dans le Sahel dépasse le seuil d'alerte de 10 % et dans certaines régions le seuil d'urgence de 15%. Près de 40 % des enfants accusent

Le monde connaît aujourd'hui deux formes de malnutrition qui semblent en apparence contradictoires : la sous nutrition (et ses carences en micronutriments) et la surnutrition (l'obésité et ses conséquences sur la santé). Les ONG et les organisations internationales se focalisent essentiellement sur la sous nutrition alors que la malnutrition est beaucoup plus complexe. Certes, il ne faut pas négliger les problèmes de sous nutrition, mais il faut prendre en compte la surnutrition et les maladies associées (diabète, obésité...). C'est ce que l'on appelle « le double fardeau nutritionnel ».

Le taux de sous nutrition aigüe dans le Sahel dépasse le seuil d'alerte de 10 % et dans certaines régions le seuil d'urgence de 15%. Près de 40 % des enfants accusent un retard de croissance. La pauvreté, la faiblesse des systèmes de protection sociale, la mauvaise situation sanitaire expliquent ce phénomène. Sans surprise, les agriculteurs, les agropasteurs, dépendants d'un cheptel menacé par les sécheresses, les travailleurs pauvres de l'économie informelle sont les plus touchés. Parmi eux, une majorité de femmes et d'enfants ne sont pas en mesure de résister efficacement aux sécheresses, aux inondations, aux ravageurs des cultures, aux crises économiques et aux conflits. Mais la lutte contre la sous nutrition ne doit pas se limiter aux enfants.

La sous nutrition chronique des femmes, dès avant la grossesse, est aussi un facteur de retard de croissance des enfants.

Le taux de sous nutrition diminue

Cependant, la proportion de personnes sous alimentées baisse. Des progrès considérables ont été accomplis qui ont permis de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim. Malgré la croissance rapide de la population et les sécheresses récurrentes, l'Afrique de l'Ouest a réduit la prévalence de la sous-nutrition de 60 % au cours des deux dernières décennies.

L'apparition de la surnutrition

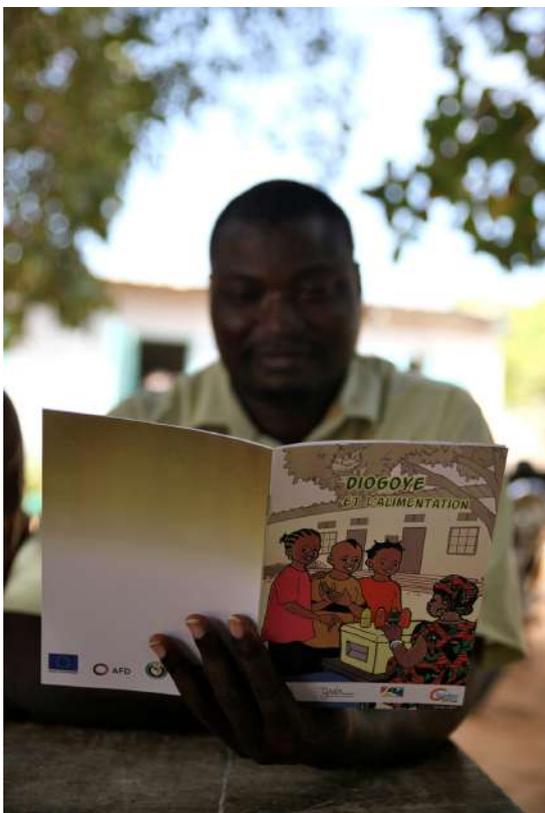


Parallèlement, un phénomène de surnutrition, dû à la transition nutritionnelle, impulsée par la mondialisation des échanges, l'urbanisation et l'évolution technologique est apparu. Des aliments ultra transformés et/ou importés sont venus remplacer les produits locaux (plus 71% en Afrique et

Moyen Orient entre 2000 et 2013). Les sodas, jus industriels, etc. sont consommés plus fréquemment. La consommation de riz importé s'est imposée comme une nouvelle norme alors que les autres céréales (sorgho, mil, riz locaux, maïs..) ont reculé. La part des protéines animales (viande, poisson) a augmenté dans l'alimentation même si les protéines végétales (légumineuses type niébé, arachides,..) demeurent une composante importante de la diète. Les légumes dits « européens » (laitue, oignon, chou, carotte, tomate, aubergine, pomme de terre..., dont une partie est en fait produite localement,) sont davantage consommés. Mais les légumes dits locaux (gombo, aubergines amères, patates douces, piments ...) se maintiennent.

La consommation croissante de matières grasses d'origine animale et de produits industriels se conjugue avec un mode de vie urbain de plus en plus sédentaire, ce qui favorise la progression du surpoids et de l'obésité. Ce phénomène est plus marqué en zone urbaine qu'en zone rurale.

En Afrique de l'Ouest, 50% des femmes sont anémiées alors que 38% d'entre elles sont en surpoids et 15% sont obèses. La sous nutrition précoce augmente par la suite les risques de maladies chroniques lorsque le surpoids et l'obésité sont favorisés par l'environnement. L'Organisation Mondiale de la Santé rapporte qu'entre 1990 et 2015 le nombre d'enfants en surpoids ou obèses a doublé.



Des actions de prévention à impulser

Les nouvelles formes de malnutrition et les impacts sur la santé demandent une meilleure connaissance nutritionnelle et un renforcement de l'éducation par des campagnes et des normes appropriées pour les emballages alimentaires.

LES CANTINES SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT DE RUFISQUE

La vulnérabilité alimentaire en milieu scolaire est une dimension importante dans la politique alimentaire. Raison pour laquelle le Grdr, à Dakar, teste un nouveau dispositif de cantines scolaires avec la mise en place d'une cuisine centrale dans le lycée moderne de Rufisque. Cette cuisine sera approvisionnée autant que possible par les organisations des producteurs et transformateurs du département. Ici il est question de donner à manger aux élèves des produits locaux sains pour influencer positivement sur les habitudes alimentaires. C'est ainsi qu'une formation a été organisée pour les cuisiniers (ères) de la cuisine centrale, afin de donner et/ou renforcer les connaissances théoriques et pratiques des cuisiniers (ères) sur les bonnes méthodes de préparation des repas et de la diversification des plats à base de nos produits locaux.



COMMENT LE GRDR ABORDE LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ?

Si l'alimentation et l'agriculture sont au cœur de notre action, l'approche par systèmes alimentaires est finalement récente au sein du Grdr. Elle se développe progressivement à travers nos programmes, notamment sur Dakar-Rufisque Kayes (et Ziguinchor). Elle est désormais intégrée dans les deux programmes structurants du Grdr en Afrique de l'Ouest (Gestion concertée des territoires du littoral sur notre pôle littoral et MAVIL, qui a débuté en 2021, dans le bassin du fleuve Sénégal)

La question des systèmes alimentaires est abordée en se basant sur la capitalisation d'expériences passées et sur la production de nouvelles connaissances au service de nouvelles actions.

Les enjeux alimentaires et agricoles au coeur de l'action du Grdr



Depuis 50 ans, le Grdr accompagne les agricultures familiales face aux enjeux sociaux, économiques et climatiques à travers de nombreuses actions: sécurisation foncière, soutien aux échanges agricoles transfrontaliers, appui aux filières locales, diversification agricole, etc.

En promouvant une transition vers l'agro-écologie, comme dans le cadre du programme de Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire du Sahel (TAPSA), le Grdr et ses partenaires accompagnent les collectivités locales et les organisations de producteurs à développer des systèmes agroalimentaires résiliants durables.

Cette approche territoriale repose sur l'adoption de nouvelles pratiques agronomiques durables, mais aussi sur la diversité des systèmes de production et la préservation des exploitations agricoles familiales.

Premières productions de connaissances sur les systèmes alimentaires



Si la question alimentaire n'est donc pas nouvelle, elle avait peu fait l'objet de diagnostics territoriaux ou d'études. Or, même si un système alimentaire est un « objet complexe » à qualifier car au cœur de nombreux enjeux interconnectés, son étude permet d'appréhender des enjeux majeurs (sécurité alimentaire, durabilité économique, sociale et environnementale).

Souhaitant développer l'analyse contextuelle sur de nouveaux territoires d'interventions, le Grdr a entamé en 2014 une étude du système alimentaire de la région de Dakar, suivi de celui de Rufisque en 2016. Les études ont permis de faire un état des lieux des vulnérabilités du système face aux enjeux climatiques, de caractériser des nouvelles habitudes alimentaires et d'identifier des pistes d'actions concrètes comme par exemple les cantines scolaires. D'autres études de systèmes alimentaires sont actuellement en cours de réalisation, notamment ceux de Kayes (Mali) et de Ziguinchor (Sénégal).

Ces études sont centrées sur plusieurs champs d'analyse : caractérisation des évolutions démographiques, études des pratiques alimentaires et de leur évolution, identification des flux agricoles, analyses des systèmes de production, etc.

De ces expériences, une capitalisation méthodologique a été menée avec la production d'un guide en 2019 présentant les différents outils développés facilitant la co-construction d'un plan alimentaire territorial.

Une approche intégrée aux nouveaux programmes structurants

En développant de nouveaux projets en milieu urbain, le Grdr a donc renouvelé son approche des questions alimentaires.

Cette approche est intégrée dans le nouveau programme MAVIL. Ce programme vise à accompagner la transition urbaine de sept villes de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, en réponse aux défis démographiques, sociaux et climatiques. Pour cela, il croise les enjeux d'accompagnement de la décentralisation avec les enjeux sectoriels : eau, assainissement, déchets mais aussi système alimentaire.

Mais ces enjeux stratégiques de reterritorialisation des systèmes alimentaires (circuits-courts, transformation locale..), d'alimentation saine et durable (nouvelles pratiques agricoles, produits de qualités, ...) concernent de fait l'ensemble des territoires d'intervention.



Le système alimentaire du département de Rufisque



Les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire dans les pays du Sahel



Etude "Le système alimentaire de la région de Dakar"



"Co-construire un projet alimentaire territorial"



"Animation territoriale en agro écologie : enjeux et défis" - Les actes du forum



Documentaire "Les cantines scolaires de la région de Dakar"

**Les migrations, une
ressource durable pour
des territoires solidaires**

grdr
Migration - Citoyenneté - Développement